



DIRECTION GENERALE
DIRECTION FRANCE DISTRIBUTION

Appel d'offres ouvert
DCE n°2024/1560/EdA-DA du 22/11/2024
Fourniture de consommables d'encrages et périphériques
informatiques, fournitures de bureau au profit des clients de l'EdA
implantés en Martinique

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
Applicable à l'ensemble des accords-cadres à bons de commande

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – NATURE DES ARTICLES NON ALIMENTAIRES

ARTICLE 2 – CONFORMITE REGLEMENTAIRE ET NORMATIVE

ARTICLE 3 – EXIGENCES SPECIFIQUES

ARTICLE 4 – GARANTIE TECHNIQUE

ARTICLE 5 – TRAÇABILITÉ ET ALERTES

ARTICLE 1 – NATURE DES ARTICLES

Les articles sont répartis en fonction de leur nature et de leur usage :

- LOT 1 : Fournitures de consommables d'encrages et de périphériques informatiques
- LOT 2 : Fournitures de bureau

ARTICLE 2 – CONFORMITE REGLEMENTAIRE ET NORMATIVE

Les articles fournis sont conformes :

- à la réglementation ainsi qu'aux normes françaises et européennes en vigueur ;
- aux spécifications du guide de l'achat public des produits papetiers, articles de papeterie et imprimés du GEM-AB.

ARTICLE 3 – EXIGENCES SPECIFIQUES

Chacun des articles fournis fait l'objet d'une fiche technique comportant les informations techniques et réglementaires.

Lot n°1 - Fournitures de consommables d'encrages et de périphériques informatiques

Les consommables informatiques, doivent être conformes à la réglementation en vigueur, aux codes des usages professionnels et aux normes applicables notamment en matière d'étiquetage. Les produits comportent les instructions, avertissements et notices lorsque nécessaires.

Le titulaire doit fournir, pour chaque produit, une fiche technique rédigée en langue française.

Elle comprend les caractéristiques portant sur :

- la marque et référence du produit ;
- l'origine du produit (neuf ou remanufacturé) ;
- la durée de vie moyenne (en nombre de pages) ;
- dans le cas des produits manufacturés uniquement : la composition de l'encre et des matières premières employées (toxiques et écologiques...) ;
- la localisation de la production ;
- les imprimantes compatibles avec ce modèle de produit ;
- le procédé technologique spécifique et ses avantages ;
- la durée et les conditions de garantie.

ARTICLE 4 – GARANTIE TECHNIQUE

Le titulaire garantit que les produits :

- sont conformes aux normes européennes et nationales, aux normes de fabrication, aux règles déontologiques de la profession ;
- sont aptes à l'usage auquel ils sont destinés
- sont de qualité loyale et marchande ;
- sont catalogués, identifiés correctement et conformément à la réglementation en vigueur (ceci comprenant notamment l'apparition des symboles prévus par la réglementation communautaire) ;
- ne présentent pas de danger et comportent les instructions, avertissements et notices nécessaires ;
- sont protégés et emballés correctement pour le transport et le stockage ;
- sont garantis tels qu'indiqué dans les documents contractuels du marché.

En cas de vice caché, le client adresse au titulaire un compte-rendu et lui demande le remplacement ou l'échange du/des produit(s) litigieu(x). Les frais correspondants aux frais de transport sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 5 – TRAÇABILITÉ ET ALERTES

5.1 Traçabilité

Dans le cadre du dispositif « d'intermédiation contractuelle », le titulaire doit assurer une traçabilité amont et aval des produits et être dans la capacité de transmettre les éléments sur demande à la formation cliente ou au pouvoir adjudicateur.

5.2 Interlocuteurs Qualité

À la notification du marché, le titulaire complète le fichier relatif aux coordonnées des personnes susceptibles d'être contactées dans le cadre :

- des litiges courants ;
- des alertes en période ouvrable ;
- des alertes en période non ouvrable.

À réception dudit fichier, le pouvoir adjudicateur communique au titulaire les coordonnées des interlocuteurs de l'EdA en charge de la réception des informations portant sur la qualité des produits, les alertes ainsi que toute situation de crise.

5.3. Alertes

En cas de nécessité d'un retrait ou d'un rappel, les éléments suivants sont impérativement communiqués aux interlocuteurs de l'EdA susmentionnés :

- dénomination du produit ;
- éléments de traçabilité permettant d'identifier les produits ;
- date(s) de livraison ;
- motif de l'alerte
- affichette de communication à destination des utilisateurs si l'évaluation des paramètres impose leur information ;
- devenir des produits concernés par l'alerte

En cas de reprise de produit déjà livrés dans les formations clientes, des frais de retour sont facturés selon les dispositions du CCAP.

Si le retrait nécessite la destruction des marchandises, des frais relatifs à la récupération et à la destruction des produits non-conformes par un prestataire spécialisé sont facturés selon les dispositions du CCAP.